

Principaux résultats de la 49e réunion du Conseil d'Administration du Fonds mondial

Remerciements particuliers à la [plateforme Afrique francophone Communications](#) pour la traduction de ce document en français.

1. Introduction

Ce document est destiné à la société civile et aux groupes communautaires des pays en voie de développement qui n'ont pas participé à la réunion du Conseil du Fonds mondial.

La délégation des ONG des pays en voie de développement (DCNGO) a participé à la 49ème réunion du Conseil d'Administration du Fonds mondial à Hanoï, au Vietnam (10-11 mai 2023). Après cinq ans, la réunion du Conseil d'Administration du Fonds mondial est retournée dans un pays de mise en œuvre, ce qui a permis au Conseil de rencontrer la société civile et la communauté et de visiter les programmes de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme soutenus par le Fonds mondial. La DCNGO félicite la communauté vietnamienne et la société civile d'avoir obtenu d'importants résultats avec le soutien du Fonds mondial.

Depuis la réunion du Conseil d'Administration en 2022, les menaces qui pèsent sur la capacité du Fonds mondial à réaliser sa vision et sa mission se sont multipliées et aggravées. Il s'agit notamment de la multiplication des situations de conflit, des lois extrêmement néfastes et punitives qui gagnent du terrain dans plusieurs pays et qui ciblent les personnes vivant avec le VIH et les communautés LGBTQI+, de l'augmentation de l'incidence du VIH, de la tuberculose et du paludisme dans certaines régions, du rétrécissement continu de l'espace de la société civile et des défis posés à la durabilité des acquis de notre Fonds mondial. Nous sommes profondément préoccupés par les menaces croissantes qui pèsent sur les communautés LGBTQI+ en Ouganda, au Kenya, au Kirghizstan et dans d'autres pays.

Avant cette réunion du Conseil d'Administration, [le message de la délégation de la DCNGO](#) au Partenariat du Fonds mondial était clair : il est essentiel d'élever nos voix et de relever des défis de plus en plus importants afin de sauver des vies. Ce message a été repris par le [groupe de mise en œuvre](#), qui réunit 10 groupes de pays de mise en œuvre au sein du Conseil d'Administration du Fonds mondial. "Le principe selon lequel les communautés sont au centre de tout ce que nous faisons" est au cœur de la stratégie du Fonds mondial, mais nous devons passer de la rhétorique à l'action pour faire face à ces menaces. Lors de cette réunion du Conseil d'Administration, nous avons maximisé nos voix pour relever ces défis croissants afin de sauver des vies, en appelant l'ensemble des partenaires du Fonds mondial à l'action.

2. L'ordre du jour du Conseil

Les points à l'ordre du jour (dont certains sont liés à des [points de décision](#)) comprenaient : le rapport de performance stratégique ; les ajustements au cadre des indicateurs clés de performance (KPI) du Fonds mondial ; la gestion des risques ; la prévention, la préparation et la réponse aux pandémies (PPPR) ; les rapports du Bureau de l'inspecteur général (OIG) et du responsable de la déontologie ; les droits de l'homme ; et la mobilisation des ressources.

En plus de l'ordre du jour principal du Conseil, les réunions préliminaires ont permis de discuter du cycle de subvention 7 et ont été l'occasion pour le Comité d'examen technique (TRP) de fournir une mise à jour rapide de son examen des demandes de financement de la fenêtre 1 reçues dans le cadre du 7e cycle de subvention du Fonds mondial (CS7), dans lequel [39 des 42 demandes de financement de 26 pays et une demande multi-pays ont été recommandées pour l'octroi de subventions](#). La DCNGO a appelé à une participation plus significative de la société civile et des communautés, en utilisant le financement mixte et les subventions multi-pays comme mécanismes de mise en œuvre dont l'efficacité a été prouvée.

3. Principaux points discutés au Conseil

Ce document met en lumière quatre points clés discutés lors de la réunion du Conseil d'Administration et qui nécessitent une attention particulière. Il s'agit des droits de l'homme, de la préparation à la pandémie, de la gestion des risques, notamment en ce qui concerne la tuberculose et le paludisme, et des principales mises à jour du TRP.

3.1. Droits humains

Informations clés partagées par le Secrétariat du Fonds mondial sur ses progrès en matière de programmation des droits de l'homme :

- Le fait de ne pas avoir atteint l'objectif de 18 milliards de dollars lors de la 7e reconstitution des ressources a entraîné une réduction des investissements catalytiques dans le domaine des droits de l'homme. L'initiative "[Breaking Down Barriers](#)" (BDB) touche 24 pays (au lieu de 35), sans ressources dédiées à la tuberculose. Le Bangladesh, le Burkina Faso, le Nigeria et la Thaïlande ont été ajoutés à la cohorte.¹
- Les enseignements tirés de l'initiative BDB ont inspiré les approches de l'ensemble du portefeuille du Fonds mondial.
- L'initiative BDB a produit des résultats impressionnants, notamment une augmentation du financement, un engagement multipartite, des plans stratégiques pluriannuels chiffrés propres à chaque pays et une programmation intégrée de meilleure qualité. Toutefois, malgré tous les efforts déployés, les objectifs ambitieux des KPI 9a (programmes globaux visant à éliminer les obstacles) ne seront pas atteints.
- Les efforts visant à accroître les dépenses nationales consacrées aux programmes de réduction des obstacles liés aux droits humains et aux programmes de prévention destinés aux populations clés sont au point mort et les objectifs ambitieux du KPI 9c (investissements nationaux en faveur des populations clés et des droits humains) ne seront pas atteints, principalement parce que peu de pays communiquent de manière fiable leurs données dans l'outil Global AIDS Monitoring, mais aussi en raison de l'environnement économique difficile.
- Bien que des progrès aient été réalisés sur certaines questions politiques et juridiques dans certains contextes, l'environnement juridique se détériore dans de nombreux pays, ce qui comporte des risques sérieux pour la sûreté et la sécurité et compromet la programmation et les progrès réalisés en matière de réduction des infections et de sauvetage de vies.

Ce que la DCNGO demande au Fonds Mondial

Considérant les environnements juridiques évolutifs et répressifs, la DCNGO a demandé au Secrétariat du Fonds mondial de :

- Faire des mises à jour continue sur les pays qui criminalisent les populations clés afin de prendre des décisions éclairées (même sur l'approbation des subventions) et de revoir l'évaluation des risques sur l'orientation des droits humains et de l'égalité genre ;
- Continuer à mettre l'accent sur les principes clés de la stratégie, en plaçant les droits humains et les communautés au centre ;
- Garantir la sûreté et la sécurité des populations clés et l'accès continu aux services. Cela pourrait nécessiter une reprogrammation des fonds qui le permettent ; et
- Permettre aux organisations communautaires, régionales et de la société civile (officielles ou non), en particulier celles des populations clés, d'être mieux financées pour soutenir ce travail, y compris par le biais de financements mixtes. Ce financement devrait être guidé par les objectifs 30/80/60 de la stratégie mondiale de lutte contre le sida, de sorte que d'ici 2025, les communautés fournissent 30 % des services de dépistage et de traitement, 80 % des services de prévention du VIH pour les personnes à haut risque et 60 % des programmes soutenant la réalisation des catalyseurs sociétaux.

3.2. Préparation aux pandémies

Informations clés communiquées par le Secrétariat du Fonds mondial :

- Lors d'une réunion préalable du Conseil (3 mai), le Secrétariat du Fonds mondial a fait savoir qu'il ne soumettrait pas de candidature au premier appel à propositions du Fonds mondial pour la lutte contre les pandémies, étant donné que ce dernier n'est pas disposé à accorder au Fonds mondial la souplesse nécessaire pour aligner les documents de candidature, les garanties, les plans de mise en œuvre et les exigences en matière de rapportage.
- À Hanoi, le Conseil d'Administration du Fonds mondial a exprimé son inquiétude et sa déception, d'autant plus que le Fonds mondial attribue et reprogramme actuellement jusqu'à 1 milliard de dollars de fonds du C19RM dans presque exactement les mêmes domaines d'intervention que le PPR, notamment la surveillance des maladies, les Ressources Humaines pour la santé (RHS) et les laboratoires, et ce dans les

¹ Les 20 pays participant à l'initiative BDB sont le Bénin, le Botswana, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, la République démocratique du Congo, le Ghana, le Honduras, l'Indonésie, la Jamaïque, le Kenya, le Kirghizstan, le Mozambique, le Népal, les Philippines, le Sénégal, la Sierra Leone, l'Afrique du Sud, la Tunisie, l'Ouganda et l'Ukraine.

mêmes délais que le Fonds de lutte contre les pandémies.

- Les pays continuent d'être encouragés à présenter leur candidature et le Fonds mondial envisagera d'être une entité de mise en œuvre si les flexibilités requises sont accordées.
- Que le Fonds mondial soumette ou non une demande de financement, des efforts considérables devront être déployés au niveau des pays et du secrétariat pour assurer la clarté et la coordination des demandes, de l'attribution et de la mise en œuvre des ressources du Fonds mondial et du Fonds de lutte contre les pandémies.

Ce que la DCNGO demande au Fonds Mondial

La DCNGO est déçue par l'incapacité du Fonds de lutte contre les pandémies à rester flexible et nous continuons d'insister sur l'engagement et le dialogue. Compte tenu de la situation de la santé mondiale, nous devons éviter les doubles emplois et les pressions supplémentaires sur les pays. Nous lançons un appel urgent pour que:

- Le Fonds mondial reste concentré sur le VIH, la tuberculose et le paludisme et sur notre travail pour mettre fin à ces épidémies. L'avantage des partenariats ne fera que garantir que cette concentration devienne une réalité, en particulier compte tenu de l'architecture actuelle de la santé mondiale.
- Plus d'informations sur les implications budgétaires anticipées pour la poursuite de l'engagement du Fonds mondial et sur les plans visant à atténuer la charge opérationnelle supplémentaire, en particulier pour les pays.
- Le Conseil d'Administration du Fonds de lutte contre les pandémies soutient une culture d'engagement significatif avec la société civile et les communautés. Nous continuerons à travailler avec les partenaires de la société civile qui nous représentent désormais au sein du Fonds de lutte contre les pandémies.
- L'OMS garantit la participation pleine et entière de la société civile et des communautés au moment de la négociation du nouvel accord mondial sur les pandémies.

Le monde est confronté à des réalités différentes où les partenariats avec de multiples parties prenantes sont les seuls moyens de travailler ensemble pour obtenir un plus grand impact au bénéfice des personnes et des communautés.

3.3. Risque du paludisme

Des informations clés ont été partagées par le Secrétariat du Fonds mondial :

- La gestion des risques a fait l'objet d'une discussion importante et nous constatons que les niveaux de risque évoluent. Le contrôle et l'éradication du paludisme sont soumis à de multiples risques, la résistance aux médicaments antipaludiques et aux insecticides menaçant l'impact de la prise en charge des cas et de la lutte antivectorielle. Ces risques sont les suivants
 - La résistance aux médicaments : Compte tenu de la forte dépendance à l'égard des thérapies combinées à base d'artémisinine (ACT) en Afrique, la menace d'une résistance partielle à l'artémisinine et d'une résistance aux médicaments associés doit être surveillée et traitée de toute urgence. Les ACT restent très efficaces pour l'instant, mais un échec total du traitement par ACT aurait des conséquences considérables sur la lutte contre le paludisme en Afrique.
 - Résistance aux insecticides : La résistance aux insecticides pyréthroïdes, avec lesquels sont traitées toutes les moustiquaires imprégnées d'insecticide, est répandue et intense, en particulier en Afrique subsaharienne. Il s'agit du pilier de la prévention du paludisme, et cette résistance a une incidence sur la capacité à maintenir les progrès réalisés avec les principaux outils de lutte contre le paludisme. La résistance potentielle aux nouveaux insecticides constitue une menace supplémentaire.
 - Nouveaux moustiques : *Anopheles stephensi*, un moustique d'origine sud-asiatique, a été repéré pour la première fois sur le continent africain à Djibouti en 2012. Ce petit pays était alors sur le point d'éliminer le paludisme. Il n'a enregistré que 27 cas cette année-là. En 2020, il y en a eu plus de 73 000. Plus d'informations [ici](#)
- De nombreux facteurs sont à l'origine des risques, notamment les conflits, les crises climatiques, le coût de la vie, les guerres, le COVID et, dans le cas du paludisme, les nouvelles menaces biologiques. Tous ces facteurs augmentent les risques, dont certains sur lesquels le Fonds mondial n'a qu'un contrôle limité.
- Lorsque les niveaux de risque inhérents augmentent, il devient nécessaire de prendre des décisions en matière de compromis pour permettre à l'organisation d'assurer la continuité du programme et d'innover, de s'adapter ou de renforcer ses activités. Si le niveau de risque est égal ou supérieur à la propension au risque, la marge de manœuvre pour innover, s'adapter ou passer à l'échelle supérieure est limitée.
- Le temps nécessaire pour atteindre le risque cible est déterminé par une analyse ascendante détaillée et un

engagement avec les partenaires, ainsi que par l'examen des mesures d'atténuation actuelles pour gérer le risque.

- Toutes les subventions d'un portefeuille sont évaluées pour chacun des risques et sous-risques, afin de déterminer la note de risque du pays à l'aide d'une méthodologie d'évaluation des risques. Ces risques font ensuite l'objet d'un suivi au niveau du pays et de l'organisation.

Ce que la DCNGO demande au Fonds Mondial

Nous soulignons que depuis la réunion du Conseil d'Administration de novembre 2021, les niveaux de risque ont changé dans deux domaines clés :

- Le risque lié à la qualité du programme de lutte contre la tuberculose est passé de très élevé à élevé. Cette réduction intervient plus tôt que l'échéance de décembre 2023 approuvée par le Conseil d'Administration. Notre délégation a exprimé son soulagement face à la diminution du risque de tuberculose et a reconnu le travail des partenaires, y compris de la société civile. Toutefois, nous ne devons pas nous reposer sur nos lauriers. Nous devons poursuivre dans cette voie et en faire une priorité absolue.
- Le risque lié à la qualité du programme de lutte contre le paludisme est passé d'un niveau élevé à un niveau très élevé. Une recommandation sur le calendrier cible pour ramener le niveau de risque à Élevé, puis à Modéré, sera présentée pour approbation lors de la réunion du Conseil d'Administration de novembre 2023. L'augmentation de l'appétit pour le risque permettra au Secrétariat de disposer de la souplesse nécessaire pour prendre les décisions difficiles en matière de compromis afin de maintenir la continuité du programme, et de contribuer à générer le niveau d'attention souhaité et l'appel à l'action de toutes les parties prenantes clés nécessaires pour faire face à la menace émergente. Notre délégation a attiré l'attention sur les conclusions du rapport de l'OIG concernant les lacunes des programmes de lutte contre le paludisme, la gestion des achats et de la chaîne d'approvisionnement et les faiblesses sous-jacentes des systèmes de santé. Nous demandons au Partenariat d'agir d'urgence pour stimuler l'innovation (y compris le déploiement de vaccins et de nouveaux outils), pour remédier à ces faiblesses et pour modifier la trajectoire du risque. Nous attendons avec impatience de recevoir le calendrier cible du risque pour la qualité du programme de lutte contre le paludisme afin de comprendre quel sera l'impact de nos mesures d'atténuation et à quelle échéance. La situation concernant le paludisme est désastreuse. Nous sommes également préoccupés par le fait que le "sens de l'évolution" du risque lié aux droits de l'homme et à l'égalité entre les hommes et les femmes soit considéré comme stable. La criminalisation croissante observée dans de nombreux pays aura un impact NÉGATIF direct sur le sens de la marche du risque lié aux droits de l'homme et à l'égalité des sexes, ainsi qu'un impact négatif sur le risque lié à la qualité des programmes de lutte contre le VIH. Nous constatons également que la multiplication des conflits et des crises humanitaires a un impact négatif sur les droits humains.

3.4. Commentaires du comité d'examen technique (TRP) sur la fenêtre 1

Le groupe d'examen technique (TRP) a partagé les enseignements suivants sur la définition des priorités :

- Les ressources sont limitées, les besoins croissants et l'allocation du Fonds mondial insuffisante. Le TRP a fait état de budgets "mal répartis" ou "chargés en amont". Le TRP a constaté des soumissions importantes de demandes d'allocations prioritaires (PAAR) (par exemple, beaucoup plus de 30 %, parfois plus de 100 %, avec des produits répartis entre l'allocation et les PAAR).
- En ce qui concerne le paludisme, certains candidats ne disposent pas de fonds suffisants pour assurer la lutte antivectorielle et la prise en charge des cas, et il existe des directives explicites de stratification/AT sur l'affectation des ressources, mais le TRP constate des résultats mitigés : tous les pays ne suivent pas les directives. Tous les pays à forte charge et à fort impact (HBHI) ont fait l'objet d'une stratification des risques ; et les pays qui ne sont pas HBHI sont confrontés à davantage de défis.
- En ce qui concerne la tuberculose, l'augmentation des diagnostics entraîne une augmentation des coûts de traitement, certains traitements ne sont pas financés.
- En ce qui concerne le VIH, les tentatives d'amélioration de la définition des priorités sont limitées par des données mal ventilées et par le fait que le VIH avancé ne fait pas l'objet d'un financement prioritaire.
- Le TRP observe deux scénarios inquiétants : certains candidats divisent les investissements essentiels entre l'allocation et le PAAR parce que le financement est insuffisant. D'autres candidats placent les investissements "moins essentiels" dans l'allocation et les interventions essentielles dans le PAAR.
- Dans un contexte de contraintes financières et d'augmentation de la charge de morbidité, il n'est pas possible de faire comme si de rien n'était. Le TRP voit quelques exemples d'indicateurs de haut niveau qui vont dans

la mauvaise direction sans changement d'approche.

- Lacunes dans la qualité et l'utilisation des données pour établir les priorités : les données désagrégées par sexe, âge, sous-populations et géographie, ainsi que les données sur les populations clés (estimations de taille) sont souvent manquantes ou sous-utilisées.
- Des évaluations des droits humains et de l'égalité des genres sont effectuées, mais les interventions ne sont pas toujours budgétisées dans l'allocation. Il existe un risque que les investissements en matière d'équité, de droits humains et d'égalité des genres soient relégués au second plan lors des discussions sur l'établissement des priorités - le TRP voit des cas où ils figurent dans le PAAR plutôt que dans l'allocation.
- Le TRP a observé des coûts de gestion élevés dans les demandes de financement (par exemple, des frais de voyage, des coûts de ressources humaines, des coûts de gestion élevés) ; certains coûts de gestion sont cachés dans d'autres budgets d'intervention.
- Le cadre des éléments essentiels du programme a causé une certaine confusion pour les candidats de la première fenêtre, n'aidant pas les candidats à établir des priorités. Pour plus d'informations, veuillez consulter [Aidespan](#).

4. Quelle est la suite ?

Le Fonds de lutte contre les pandémies fera l'objet de nouvelles discussions au sein du Comité de l'audit et des finances et du Comité stratégique en juillet 2023, ce qui donnera au secrétariat du Fonds mondial plus de temps pour examiner la situation et revenir devant le Conseil avec un point de décision plus clair étant donné l'incertitude de la voie à suivre. Les nouvelles réflexions du TRP seront discutées lors de la réunion du Comité stratégique en juillet, puis lors de la 50e réunion du Conseil d'Administration les 15 et 16 novembre 2023.

5. Leadership sortant et entrant du Conseil d'Administration

Le Conseil du Fonds mondial a salué la direction sortante et accueilli Lady Roslyn Morauta (Présidente) et Bience Gawanas (Vice-présidente). La DCNGO accueille chaleureusement ces deux femmes à la tête du Conseil du Fonds mondial et reconnaît leur soutien de longue date aux communautés, à la société civile, aux droits humains et à l'égalité des genres.

6. À propos de la DCNGO

La DCNGO s'efforce de renforcer l'engagement des acteurs et des organisations de la société civile dans les pays en développement afin de contribuer à la réalisation de sa vision, qui consiste à faire en sorte que le sida, la tuberculose et le paludisme ne soient plus des menaces pour la santé publique et les droits humains à l'échelle mondiale.

Pour plus d'information veuillez contacter : [Sophie Dilmits](#) : Point focal de la circonscription DCNGO.